

## Compte-rendu du Conseil Territorial de Santé du mercredi 15 avril 2026

### Bien vieillir à Paris

---

#### **I. Introduction du Président du Conseil Territorial de Santé de Paris**

Le président du CTS remercie l'ensemble des participants pour leur présence à cette séance du Conseil Territorial de Santé de Paris consacrée au « Bien vieillir à Paris ».

Il rappelle que le vieillissement de la population constitue un enjeu majeur de santé publique et souligne que des dispositifs existent pour favoriser l'autonomie des personnes âgées et retarder l'entrée en établissements spécialisés. Il met en avant la mobilisation des acteurs institutionnels et territoriaux autour de la prévention de la perte d'autonomie, du renforcement des services d'aide et de soins à domicile et de la simplification des parcours des usagers.

Le président souligne enfin l'importance d'une coordination renforcée entre les différents acteurs du territoire et propose que les échanges de cette séance s'organisent autour de quatre tables rondes : prévention, coordination territoriale des professionnels, renforcement du lien social et réflexion sur l'EHPAD d'aujourd'hui et de demain.

#### **II. Discours de l'adjoint au maire de Paris en charge des seniors et des enjeux démographiques, Monsieur Maxime CROSNIER**

Monsieur Maxime CROSNIER, adjoint au maire de Paris en charge des seniors et des enjeux démographiques, rappelle qu'il y a 15 EHPAD gérés par la Ville de Paris et que des actions sont également menées par celle-ci dans les logements du parc social et privé.

De plus, il évoque les actions de financement portées par la Direction des solidarités (DSOL) de la Ville de Paris, auprès des associations intervenant dans le champ du vieillissement et de l'autonomie. Il salue le fait que cette séance du Conseil Territorial de Santé permette de réunir et de faire dialoguer les acteurs institutionnels et associatifs autour de ces enjeux.

Enfin, il indique que la Ville de Paris engagera prochainement une refonte du schéma seniors et se réjouit de la contribution des différentes parties prenantes présentes lors de cette séance.

#### **III. Point d'actualité par le Directeur de la Délégation départementale de Paris de l'ARS Ile-de-France**

Monsieur BODIN est revenu sur plusieurs actualités structurantes pour le territoire parisien, notamment la réforme de la 4<sup>ème</sup> année du Diplôme d'études spécialisées (DES) de médecine générale et le statut de docteur junior.

Cette réforme vise à renforcer la professionnalisation des futurs médecins généralistes par l'instauration d'une 4<sup>ème</sup> année de formation avant l'accès à l'exercice professionnel.

Dans ce cadre, les Praticiens agréés maîtres de stage universitaires (PAMSU) ont été sollicités pour s'engager dans l'accueil d'un docteur junior au sein de leur cabinet, après avoir suivi une formation spécifique au tutorat.

L'ARS a par ailleurs déployé des coordonnateurs universitaires afin d'accompagner la mise en œuvre du dispositif, en lien étroit avec les départements de médecine générale, les professionnels de terrain et les services de l'ARS.

À ce stade, à Paris, 77 maîtres de stage universitaires sont prêts à accueillir un docteur junior dès la première session prévue en novembre 2026, Paris affichant le taux le plus élevé de praticiens agréés maîtres de stage universitaires (PAMSU) engagés en Ile-de-France.

L'ensemble des informations utiles relatives aux conditions d'accueil et aux dispositifs de soutien financier est centralisé sur le Portail d'accompagnement des professionnels de santé (PAPS).

Ensuite, Monsieur BODIN est revenu sur la récente dissolution du Conseil départemental de l'Ordre des médecins (CDOM) de Paris et a indiqué que de nouvelles élections devraient être organisées après l'été.

De plus, il a informé les membres du CTS de la tenue de la Conférence nationale du handicap à la fin du mois de juin. Il a expliqué qu'il était demandé à chaque territoire de faire des propositions de réussites observées ces trois dernières années et que toutes les personnes du CTS souhaitant faire des propositions étaient les bienvenues.

Enfin, il a introduit la séance « Bien vieillir à Paris » en rappelant les enjeux liés au vieillissement de la population parisienne et a souligné la nécessité de renforcer les conditions du maintien à domicile, à travers la prévention, la coordination des professionnels, le renforcement du lien social et l'adaptation de l'offre médico-sociale et hospitalière. Il a indiqué que cette séance permettrait de valoriser des initiatives de terrain et d'alimenter une réflexion collective autour du bien vieillir à Paris.

Monsieur BODIN a ensuite vivement remercié Madame Romy LASSERRE, vice-présidente du CTS, qui a porté avec beaucoup d'engagement l'organisation de cette séance depuis plusieurs semaines, en parallèle de ses fonctions de directrice d'EHPAD déjà particulièrement prenantes.

#### **IV. Bien vieillir à Paris**

- Vidéo interview de Madame Laure ADLER, journaliste

Madame Laure ADLER a évoqué l'importance de permettre aux personnes âgées de conserver pleinement leur place au cœur de la ville. Elle a mis en avant les bénéfices du lien intergénérationnel et a rappelé que les personnes âgées participaient pleinement à la vie collective et au bien-être de l'ensemble de la population.

Elle a également évoqué l'importance de développer un environnement urbain favorable au bien vieillir, à travers des espaces publics accessibles et davantage de verdure.

Enfin, elle a attiré l'attention sur la nécessité de renforcer les lieux de rencontre et de partage entre générations, afin de favoriser le vivre ensemble et les échanges au sein des quartiers parisiens.

#### **Table ronde 1 : Le maintien à domicile grâce à des actions de prévention**

La première table ronde, animée par Monsieur Guillaume AH-TING, directeur de la coordination des projets CPTS 13 et 14, a réuni Monsieur Hugo VALENTIN, pédicure-podologue, membre du bureau de la CPTS Paris 13, Madame Marilou ANDREANI, responsable développement social et urbain de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP), ainsi que Madame Noémie RACINE, ergothérapeute directrice de secteur Ile-de-France et Madame Wivine BAUDIN, ergothérapeute du service « Merci Julie ».

Monsieur Hugo VALENTIN a présenté le programme ICOPE (« Integrated Care for Older People »), conçu par le GÉrontopole de Toulouse et validé par l'OMS, visant à prévenir la perte d'autonomie des personnes âgées grâce à un repérage précoce des fragilités. Le dispositif repose sur des tests rapides permettant d'évaluer plusieurs dimensions telles que la mémoire, la nutrition, la mobilité ou encore l'état psychologique.

En cas d'alerte, des évaluations plus approfondies sont réalisées avant une orientation vers un parcours de soins adapté. Déployé depuis environ un an par les CPTS Paris 13 et 14 avec plusieurs partenaires associatifs du territoire, le programme a permis de constituer une file active d'environ 215 patients et de former 35 professionnels de santé. Initialement pensé principalement pour les médecins généralistes et les infirmiers, le dispositif mobilise désormais davantage les kinésithérapeutes et les podologues, professionnels souvent en première ligne auprès de personnes âgées autonomes, parfois éloignées du système de soins.

Madame Marilou ANDREANI a présenté les actions menées par la RIVP afin d'accompagner le vieillissement de ses locataires. Elle a rappelé que la RIVP gère 65 000 logements et qu'un titulaire de bail sur deux a plus de 60 ans sur le territoire sud parisien. Face à cette évolution démographique, la RIVP a développé l'« Agenda 21 de la longévité », une feuille de route visant à adapter et rendre accessible son patrimoine. Elle a également souligné que des actions sont menées au-delà du logement, notamment afin de faciliter l'accès aux espaces extérieurs (espaces verts, etc.). Des projets sont par ailleurs développés afin de lutter contre l'isolement, renforcer le lien social et prévenir la fracture numérique. Madame ANDREANI a enfin insisté sur l'importance des nombreux partenariats développés avec les acteurs du territoire.

Madame Noémie RACINE et Madame Wivine BAUDIN ont présenté le dispositif « Ergothèque 75 », porté par la structure « Merci Julie » et financé par la Commission des financeurs. Ce dispositif permet à des ergothérapeutes d'intervenir au domicile des personnes âgées afin d'évaluer leurs besoins en prenant en compte leur environnement physique et social. Selon les situations, des conseils, des aides techniques ou des travaux d'adaptation du logement peuvent être proposés afin de favoriser le maintien à domicile. Elles ont également mis en avant le travail mené avec les bailleurs sociaux afin de faciliter l'adaptation des logements et de lever les freins liés à l'accès aux équipements.

### **Echanges avec les membres du CTS**

Les échanges ont notamment concerné le déploiement du programme ICOPE et les modalités de financement et de réalisation des évaluations, ainsi que la formation des professionnels de santé et médico-sociaux au repérage de la fragilité. Les discussions ont également porté sur les enjeux liés à l'adaptation des logements et au relogement des personnes âgées, ainsi que sur les difficultés rencontrées pour anticiper les besoins liés à la perte d'autonomie.

### **Table ronde 2 : Le maintien à domicile grâce aux professionnels coordonnés et territorialisés**

La deuxième table ronde, animée par Madame Naïma LAHFAIRI, directrice de la M2A DAC Sud (Association Nexumea), a réuni Madame Florie MIAU, infirmière coordinatrice du Centre de ressources territorial (CRT) de la résidence Les Jardins de Montmartre, Madame Amandine DHEZ, coordinatrice du CRT Oasis et le Dr Yasser KHAZNADAR, directeur de la M2A-DAC Paris Nord-Ouest (Association Réseau Quiétude), ainsi que Monsieur Sylvain BRABANT, directeur de l'accueil de jour Les Francs Bourgeois (4<sup>ème</sup> arrondissement) et du service d'aides et de soins à domicile mixte Atmosphère (2<sup>ème</sup> arrondissement) et Madame Laure LE COAT, responsable du département Autonomie de la Délégation départementale de Paris de l'ARS Ile-de-France.

Madame Florie MIAU et Madame Amandine DHEZ ont présenté le fonctionnement des Centres de ressources territoriaux (CRT), dispositifs financés par l'ARS visant à renforcer l'accompagnement des personnes âgées à domicile. Elles ont rappelé que les CRT s'appuient sur des équipes pluridisciplinaires composées notamment de médecins coordonnateurs, d'infirmiers, d'ergothérapeutes, de psychologues et d'aides-soignants.

Elles ont précisé que les CRT dans lesquels elles interviennent assurent deux missions principales. La première consiste à développer des actions collectives notamment de prévention, de lutte contre l'isolement et de soutien aux aidants. La seconde vise à proposer un accompagnement renforcé aux personnes âgées en perte d'autonomie afin de favoriser leur maintien à domicile. Les intervenantes ont enfin souligné l'importance des partenariats développés avec les associations, les professionnels de santé et les structures médico-sociales.

Le Dr Yasser KHAZNADAR a présenté le rôle de la M2A-DAC Paris Nord-Ouest, structure de coordination territoriale issue du rapprochement de plusieurs dispositifs d'appui et d'accompagnement. Il a rappelé la complémentarité entre les DAC et les CRT. Il a insisté sur le travail de co-construction mené entre les structures afin d'évaluer conjointement les situations et d'orienter les personnes vers les dispositifs les plus adaptés.

Le Dr KHAZNADAR a également présenté l'outil numérique « Santélien », utilisé pour faciliter les échanges sécurisés d'informations entre professionnels et améliorer le suivi coordonné des situations. Il a enfin rappelé l'importance d'une articulation fluide entre les différents acteurs afin de simplifier les parcours des usagers.

Monsieur Sylvain BRABANT et Madame Laure LE COAT ont ensuite présenté la réforme des Services autonomie à domicile (SAD), visant à renforcer la territorialisation et la coordination des accompagnements à domicile. Monsieur BRABANT a expliqué que cette réforme permet de regrouper les activités d'aide et de soins au sein d'un guichet unique afin de proposer des parcours plus lisibles et plus cohérents pour les usagers. Il a souligné le rôle essentiel du maillage territorial et du travail partenarial avec les acteurs du territoire afin de répondre au plus près des besoins des personnes âgées.

Madame Laure LE COAT a rappelé que cette réforme s'inscrit dans un contexte d'évolution démographique et de transformation des besoins sur le territoire parisien. Elle a mis en avant le fait que les SAD constituent des acteurs essentiels du maintien à domicile.

### **Echanges avec les membres du CTS**

Les échanges ont notamment porté sur les enjeux de coordination entre les différents acteurs du maintien à domicile, dans un contexte marqué par l'évolution des dispositifs territoriaux. Plusieurs interventions ont rappelé l'importance de clarifier les rôles et les articulations entre structures afin de garantir une bonne lisibilité des parcours pour les professionnels comme pour les usagers.

Les discussions ont également concerné la nécessité de renforcer la communication auprès des professionnels de santé libéraux et des pharmaciens afin d'améliorer la connaissance des dispositifs existants et de faciliter leur accès. Enfin, plusieurs participants ont insisté sur l'importance du lien de proximité et de la coopération territoriale entre acteurs pour assurer une continuité d'accompagnement adaptée aux besoins des personnes âgées.

### **Table ronde 3 : Le maintien à domicile grâce au renforcement du lien social**

La troisième table ronde, animée par Madame Romy LASSERRE, vice-présidente du CTS de Paris et directrice d'EHPAD, a réuni Madame Laure RENAUDIN, responsable des établissements médico-sociaux : Espace

Aurélié Jousset et membre de l'Association des accueils de jour parisiens (ADAJ), ainsi que Madame Marie BOURJADE, médiatrice en santé cadre de l'Association de gestion des établissements des Petits Frères des Pauvres.

Madame Laurène RENAUDIN a présenté le rôle des accueils de jour parisiens, qui accompagnent des personnes atteintes de maladies neuroévolutives, telles que la maladie d'Alzheimer, la maladie à corps de Lewy ou encore la maladie de Parkinson. Elle a rappelé que Paris compte 20 accueils de jour, réunis au sein de l'ADAJ afin de renforcer leur coordination. Ces structures médico-sociales proposent des activités collectives, encadrées par des équipes pluridisciplinaires, permettant de favoriser la stimulation cognitive et motrice des personnes accueillies.

Madame RENAUDIN a également souligné que les accueils de jour constituent un levier important de maintien à domicile, en créant un rythme régulier, un espace de socialisation et un soutien pour les personnes parfois isolées. Elle a enfin rappelé leur rôle auprès des aidants, à qui ils offrent des temps de répit, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement vers les partenaires adaptés.

*Le flyer listant les accueils de jour parisiens est joint au présent compte rendu.*

Madame Marie BOURJADE a présenté l'action des Petits Frères des Pauvres auprès des personnes vieillissantes en situation de précarité ou de grande précarité. Elle a rappelé que l'association accompagne notamment des personnes ayant connu des parcours de rue ou d'errance, confrontées à de fortes difficultés sociales, administratives et sanitaires, entraînant parfois un vieillissement prématuré. Elle a évoqué le rôle de la médiation en santé pour recréer du lien avec des personnes souvent éloignées du soin et faciliter leur accès aux parcours de santé. Madame BOURJADE a mis en avant le rôle d'interface joué par les médiateurs entre les personnes accompagnées, les professionnels de santé et les équipes sociales.

### **Echanges avec les membres du CTS**

Les échanges ont notamment porté sur l'émergence du poste de médiateur en santé, ainsi que sur les enseignements du dernier « [Baromètre Petits Frères des Pauvres sur la solitude et l'isolement des 60 ans et plus](#) ».

Les discussions ont également concerné les principaux enjeux des accueils de jour, notamment en matière de prévention.

### **Table ronde 4 : L'EHPAD d'aujourd'hui et de demain**

La quatrième table ronde, animée par Madame Romy LASSERRE, vice-présidente du CTS de Paris et directrice d'EHPAD, a réuni Monsieur Eric BONGRAND, responsable du département Organisation de l'offre pour les personnes âgées à la direction de l'Autonomie de l'ARS Ile-de-France, Madame Léa CRIPPA, responsable adjointe du département Autonomie de la Délégation départementale de Paris de l'ARS Ile-de-France, le Dr Catherine BAYLE, gériatre AP-HP, équipe mobile gériatrique externe de l'hôpital Broca et médecin coordonnateur EHPAD Péan, ainsi que Monsieur Didier ARTHAUD, président de l'Association GreyPRIDE.

Monsieur Éric BONGRAND et Madame Léa CRIPPA ont présenté les enjeux liés au vieillissement de la population et à l'adaptation de l'offre médico-sociale en Ile-de-France et à Paris. Ils ont rappelé que la région est confrontée à une double transition démographique et épidémiologique, marquée par une augmentation importante du nombre de personnes âgées, souvent concernées par des situations de polypathologies, de troubles neurodégénératifs, psychiatriques ou de grande précarité.

Dans ce contexte, l'ARS Ile-de-France élabore un plan régional « bien vieillir » structuré autour du virage domiciliaire, du soutien aux aidants, du renforcement de l'offre d'hébergement en EHPAD et de l'accueil de nouveaux publics fragiles en EHPAD.

Madame CRIPPA a précisé que Paris présente un taux d'équipement en EHPAD particulièrement faible, alors même que la population âgée est appelée à fortement augmenter. Elle a notamment évoqué le lancement prévu, avec la Ville de Paris, d'un appel à projet en 2026 pour la création d'un nouvel EHPAD parisien, ainsi que des démarches visant à renforcer l'accueil des personnes âgées en situation de précarité.

Le Dr Catherine BAYLE a ensuite présenté les enjeux d'articulation entre l'hôpital, la ville et les EHPAD, à partir de son expérience professionnelle. Elle a souligné l'intérêt des postes partagés ville-hôpital, qui permettent de mieux faire comprendre aux professionnels hospitaliers les capacités mais aussi les limites des EHPAD. Cette articulation facilite les sorties d'hospitalisation, les admissions temporaires ou les accueils en urgence lorsque l'état de santé de la personne ne justifie pas une hospitalisation en secteur aigu.

Le Dr BAYLE a également évoqué la nécessité de fluidifier les parcours, en évitant à la fois les hospitalisations non nécessaires et les orientations inadaptées vers les EHPAD. Elle a enfin rappelé le rôle des équipes mobiles gériatriques externes et intrahospitalières, ainsi que des CPTS, dans la sécurisation des parcours et le lien entre les différents acteurs du territoire.

Monsieur Didier ARTHAUD a présenté la démarche portée par l'association GreyPRIDE en faveur d'EHPAD plus inclusifs pour les personnes LGBT vieillissantes. Il a rappelé que les premières générations de militants LGBT (engagées dès les années 1970) arrivent aujourd'hui à un âge avancé et peuvent être amenées à entrer en établissement, avec des parcours de vie souvent marqués par des ruptures familiales, l'épidémie de VIH/sida ou des formes d'invisibilisation. L'association GreyPRIDE travaille ainsi à sensibiliser les établissements à la vie intime, affective et sexuelle de ces personnes âgées, sujet encore souvent tabou en EHPAD.

Monsieur ARTHAUD a présenté le label GreyPRIDE, qui repose notamment sur un module de formation dédié aux orientations sexuelles, à l'identité de genre, à la santé sexuelle et au VIH. Cette démarche vise à préparer les établissements à mieux accueillir les personnes LGBT âgées et, plus largement, à reconnaître la place de la vie affective et sexuelle dans le bien-être des résidents.

*Le flyer de l'association GreyPRIDE est joint au présent compte rendu.*

### **Echanges avec les membres du CTS**

Les échanges ont notamment porté sur les enjeux de développement de l'offre d'hébergement pour les personnes âgées à Paris, en particulier les difficultés liées au foncier pour la création de nouveaux EHPAD, ainsi que sur la place croissante des résidences autonomie.

Les discussions ont également concerné la prise en compte de la vie intime, affective et sexuelle des résidents LGBT en établissement, les besoins de formation des professionnels sur ce sujet, ainsi que l'organisation des établissements afin de mieux répondre aux attentes et aux parcours de vie des personnes âgées.

***La prochaine séance du CTS se tiendra le mardi 9 juin 2026 à 10h, en visioconférence, et sera consacrée aux données de santé.***